

« Le propos n'est pas de dire que la finance n'a plus d'avenir. »

Pierre Gramegna (Chambre de commerce)



LOGISTIQUE

200 RECOMMANDATIONS À SUIVRE

Le secteur de la logistique occupe aujourd'hui 13.000 personnes, pour 750 entreprises au Luxembourg. Il contribue à hauteur de 850 millions d'euros au PIB national. Identifié comme un pilier de l'économie luxembourgeoise de demain, il pourrait créer plusieurs milliers d'emplois supplémentaires, pour peu que l'on puisse donner un coup de pouce à son développement. Récemment, le cluster logistique a présenté une étude rassemblant notamment plus de 200 recommandations pour implémenter une vraie politique de développement de la logistique dans un monde économique globalisé, le but étant d'améliorer l'attractivité et la compétitivité du hub luxembourgeois. « Parmi elles, figurent une plus grande flexibilité du temps de travail, le développement d'infrastructures clés, une meilleure utilisation des TIC pour soutenir le secteur, ou encore la mise en place de processus automatisés de dédouanement », explique Pierre Gramegna. Le directeur de la Chambre de commerce rappelle par ailleurs que ce secteur, s'il peut se développer, peut générer plusieurs milliers d'emplois à moyen terme. **S.L.**

« Un des enjeux, notamment face à la réduction bilantaire des banques qui nous préoccupe aujourd'hui, sera de réorienter la politique d'investissement des intermédiaires financiers. L'actuel financement économique de l'Europe se fait à 80% par des intermédiaires bancaires et à 20% par les marchés financiers. Aux États-Unis, par exemple, le rapport est inversé. Il est probable qu'en Europe, cette tendance change. Via nos compétences, avec notre place financière axée sur le marché des capitaux, il y a une opportunité à doubler la collecte d'actifs sur ce marché, en allant les chercher du côté des marchés émergents », poursuit le CEO de Luxembourg for Finance. Pour cela, le Luxembourg devra se réorganiser et veiller à disposer d'un arsenal de véhicules juridiques attrayants. Si les marchés émergents ne vont pas volontiers investir dans la dette souveraine de l'Europe, il en va autrement au niveau des infrastructures ou des acteurs économiques sur le Vieux Continent. Il y a là un intérêt. Les fonds alternatifs, par ailleurs, pourraient aussi constituer un fer de lance pour l'industrie financière luxembourgeoise, notamment en matière de *real estate* et de *private equity*.

« L'enjeu, à ce niveau, est de reproduire le succès de Ucits avec les fonds alternatifs, en implémentant de la meilleure manière la directive AIFM », explique Fernand Grulms.

Des réformes pour l'industrie

Le maintien du secteur industriel luxembourgeois, pas au mieux de sa forme, constitue aussi un enjeu économique de taille pour le pays. Le Luxembourg subit une dégradation de sa compétitivité, principalement dans des secteurs souffrant d'une surcapacité de production chronique, comme celui de l'acier ou du verre. « Dans ce contexte, les grands groupes internationaux, en faisant une analyse de la situation, n'hésitent pas à concentrer leur capacité de production dans des pays où les coûts supportés sont moins importants, commente Robert Dennewald, président de la Fedil. La structure des coûts, au Luxembourg, n'est pas glorieuse. On assiste à une hausse spectaculaire et constante des coûts salariaux. Nous ne sommes pas mieux lotis pour ce qui est des coûts de l'énergie. Sans oublier les taxes farineuses sur l'eau. »